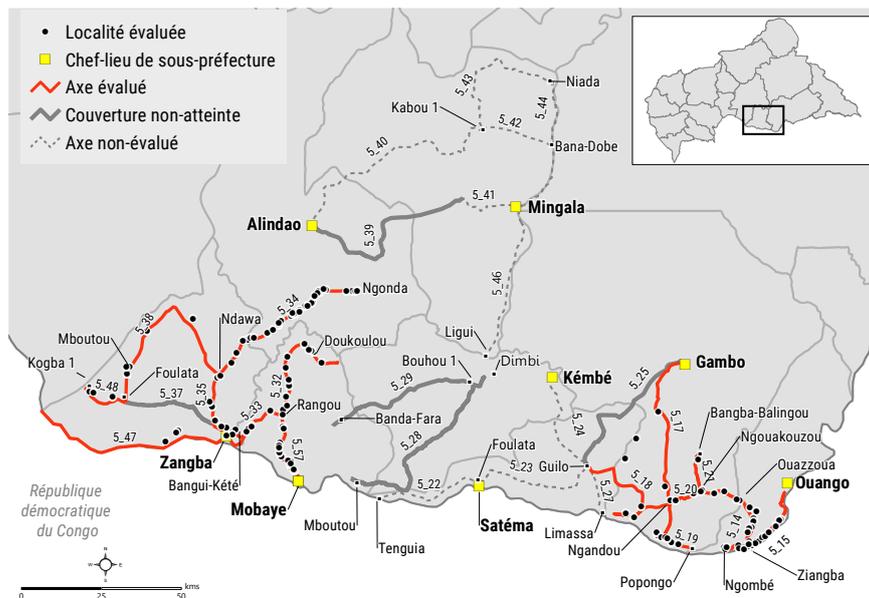


# Suivi de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès

Décembre 2022  
République centrafricaine | Sud-est 2

## COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Axes évalués au cours de la collecte de données :



### Comment lire ce document ?

Ce document présente une analyse des principales données quantitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de 15 axes dans la macro-zone Sud-est 2 durant le mois de décembre 2022. Les résultats sont présentés en termes des pourcentages des localités évaluées et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués. La période de rappel pour les résultats est 30 jours avant la collecte, sauf indication contraire.

### Couverture

Nombre total d'entretiens :	316
Localités évaluées :	133
Axes évalués :	20
Axes avec seuils min. atteints <sup>1</sup> :	15

### Type d'IC

Résidents dans la localité :	63,3%
Visiteurs récents dans la localité :	36,7%

## DONNÉES CLÉS

(en % de localités évaluées, rapportée par les informateurs clés)

- 44% où la présence de personnes déplacées internes (PDI) a été rapportée
- 3% où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire
- 70% où la majorité d'enfants a accès à une école fonctionnelle
- 19% où la majorité des PDI habite dans des abris inadéquats
- 98% où des enfants de moins de 5 ans présentent des symptômes de malnutrition
- 58% où la majorité des ménages a un revenu mensuel inférieur à 10 000 XAF
- 74% où la majorité de la population utilise une source d'eau non-protégée et / ou non-améliorée comme source principale d'eau potable
- 5% où une assistance humanitaire a été reçue au cours des 12 derniers mois

## CONTEXTE

Depuis le coup d'état en 2013,<sup>2</sup> la République centrafricaine a été confrontée aux crises variées, notamment les cycles d'insécurité et des aléas naturels, spécifiquement les inondations et la sécheresse. Ces cycles ont réduit l'accès de la population aux services de base, entraînant un besoin pour l'assistance humanitaire. Cependant, ces cycles ont aussi créé des zones difficiles d'accès où la capacité des humanitaires d'apporter cette assistance est limitée. Dans ce contexte, REACH mène un suivi régulier de ces zones pour comprendre les besoins multisectoriels.

La zone sud-est est confrontée aux plusieurs difficultés, notamment l'insécurité et le manque d'infrastructures. L'insécurité dans la zone est caractérisée par la présence de groupes armés qui sont en train de se regrouper et la criminalité, notamment le pillage et le braquage.<sup>3</sup> La présence de violence basée sur le genre a été notée particulièrement en Basse Kotto.<sup>4</sup> Le manque d'infrastructures, causé partiellement par les inondations, est critique dans la préfecture de Basse Kotto.<sup>5</sup> Ce manque d'infrastructure ainsi que l'insécurité limitent l'accès humanitaire dans cette zone, réduisant l'aide apportée à la population pour devenir résiliente contre les chocs, notamment les inondations qui diminuent la disponibilité des nécessités de base.

## APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le but de cette évaluation est de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées sur les besoins multisectoriels dans des zones : i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés. Depuis octobre 2020, les résultats sont partagés à l'échelle des quatre macro-zones ciblées : nord-est, nord-ouest, sud-est1 et sud-est2.<sup>6</sup>

### MÉTHODOLOGIE :

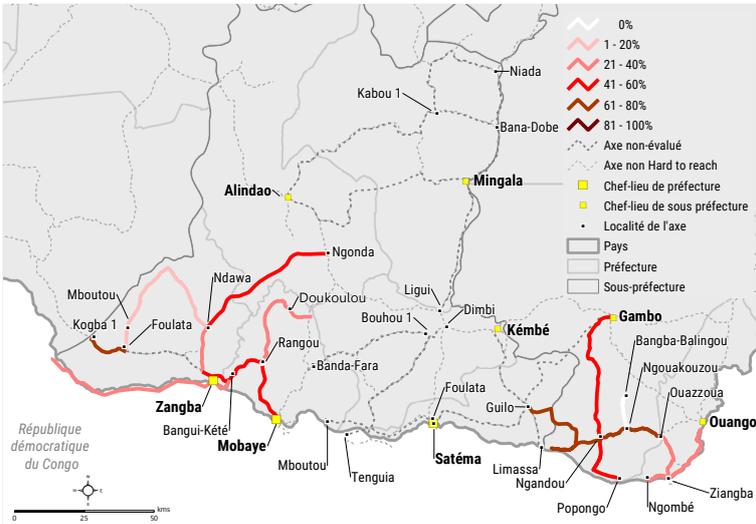
La méthodologie utilisée pour la collection des données est zone de connaissance. Elle consiste des entretiens avec des informateurs clés, comme les récemment déplacés et les humanitaires, qui ont une connaissance profonde et récente sur les localités renseignées. Pour plus d'information, merci de voir [la méthodologie sur page 7](#).



## DYNAMIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

La présence de PDI a été rapportée dans 44% de localités évaluées. Le facteur principal motivant le déplacement semble être le conflit, soit armé soit communautaire. La longue période de déplacement, rapportée d'être plus d'un an dans la majorité de localités évaluées (77%), suggère que l'insécurité continue dans la région. Néanmoins, la présence de retournés et de rapatriés a été rapportée dans presque toutes les localités évaluées (96%). Cela pourrait s'expliquer par le fait que les forces nationales ont repris certaines villes, qui étaient sous le contrôle des groupes armés.<sup>7</sup>

### Présence rapportée de PDI : (en % de localités évaluées)



Parmi les 59 localités sur les axes évalués où la présence de PDI a été rapportée, la durée moyenne de déplacement des PDI hors de leur localité d'origine a été rapportée d'être **plus d'un an** pour **77%** des localités évaluées.

Dans **55%** de localités où la coexistence d'une population hôte et d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée (**122** localités), cette population déplacée représentait **plus de la moitié de la population totale**, par rapport à la population hôte.

### Occurrence d'un choc rapporté comme ayant entraîné un large déplacement de population :

(en % de localités évaluées)



Non **84%**  
Oui **11%**  
Aucun **5%**  
consensus<sup>8</sup> (AC)

Pour les **15** localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient **des rumeurs (d'attaques, d'insécurité, d'arrivée de groupes armés, etc.) (87%)**.

### Raison principale du déplacement des PDI : (en % de localités évaluées ; 87 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)

Conflits armés **80%**  
Conflits communautaires **7%**

### Présence rapportée de personnes retournées et / ou rapatriées : (en % de localités évaluées)



Oui **96%**  
Non **0%**  
AC **4%**

Dans le **54%** de localités où les retournés et / ou rapatriés n'ont pas pu retrouver leur habitation d'origine, la raison principale rapportée était la **destruction de ces habitations (87%** de localités évaluées).

### Raison principale de retour de la population retournée et / ou rapatriée : (en % de localités évaluées ; 106 localités concernées ; les 2 réponses les plus fréquentes)

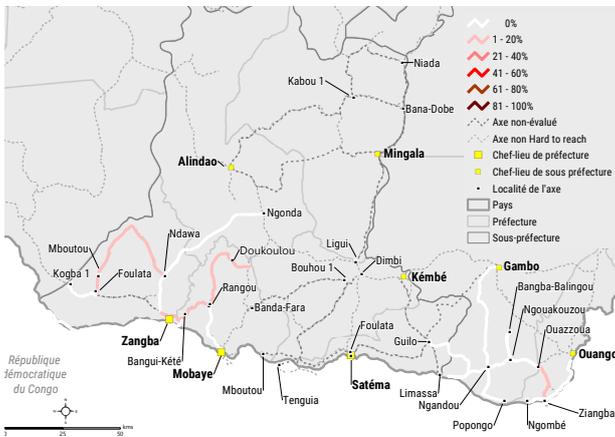
Meilleure qualité de vie dans la localité de retour **56%**  
Regroupement familial **17%**



## PROTECTION

Les informateurs clés ont constaté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité dans la moitié de localités évaluées bien que très peu d'incidents sécuritaires ont été rapportés sur les axes évalués. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les groupes armés sont en train de se regrouper dans la zone.<sup>9</sup> Malgré la menace continue d'insécurité il y a une bonne relation rapportée entre la communauté hôte et la communauté déplacée.

### % de localités évaluées où au moins un habitant aurait subi un incident sécuritaire : (selon les IC)



### Cas rapportés d'incidents impliquant la mort des civils et les dommages aux habitations : (en % de localités évaluées)

Incidents impliquant la mort de civils



Incidents causant dommages aux maisons (pillages, incendies etc.)



### Type de risque le plus fréquemment rapporté : (en % de localités évaluées)

	Risque le plus rapporté	
Hommes	Exactions de groupes armés	24%
Femmes	Absence de soins	46%
Garçons	Criminalité (agressions, vols, etc.)	14%
Filles	Mariage forcé	38%

Dans **50%** de localités évaluées, il a été rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité.

### Relation entre la communauté locale et la communauté déplacée (PDI, retournés, rapatriés)<sup>10</sup> : (selon les IC ; en % de localités évaluées)

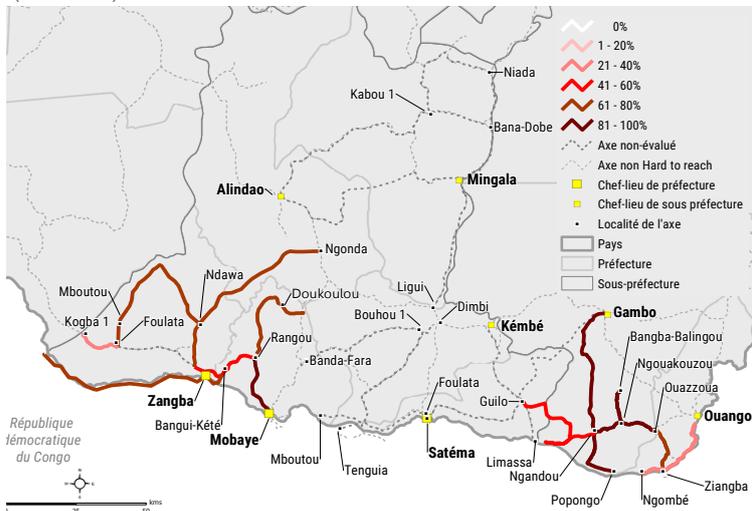
Bonne, collaboration positive **74%**  
Fragile, existence de tensions **8%**  
Neutre **8%**  
AC **10%**

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Selon les informateurs clés, les chocs et les principales difficultés pour pratiquer l'agriculture rapportés pourraient diminuer les ressources économiques des ménages pour obtenir de la nourriture. Les ressources physiques pour assurer un flux fiable de la nourriture sont aussi mises en danger par les défis rapportés dans la pratique de l'agriculture, comme l'agriculture est la source principale de subsistance pour les ménages.<sup>11</sup> L'insécurité dans la région pourrait aussi impacter négativement la capacité de la population de se déplacer pour cultiver et aller chercher de la nourriture. Etant donné tout cela, la sécurité alimentaire semblerait être un des besoins prioritaires pour la population.

### % de localités évaluées où plus de la moitié de la population aurait un accès insuffisant à la nourriture :

(selon les IC)



### Occurrence d'un choc rapporté comme ayant impacté significativement le revenu de la majorité de la population :

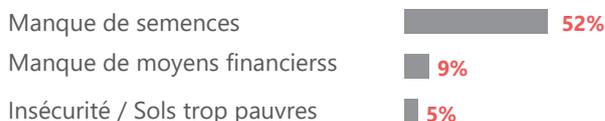
(en % de localités évaluées)



Pour les localités évaluées où un tel choc a été rapporté, les raisons les plus fréquemment rapportées étaient **les chocs sécuritaires (15%)**, **les maladies des cultures (10%)**, **la hausse des prix des denrées alimentaires (7%)** et **le manque de semences ou d'intrants agricoles (7%)**.

### Principales difficultés pour pratiquer l'agriculture pour la majorité de la population :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)

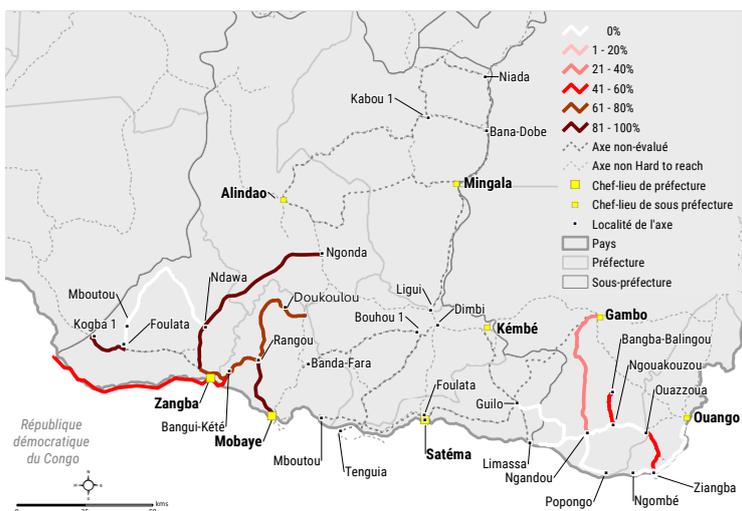


## MOYENS DE SUBSISTANCE

La présence d'un marché fonctionnel a été rapportée dans la majorité de localités évaluées (71%). Cependant, il semble que la population n'a pas les moyens financiers pour couvrir ses besoins. Des localités où plus de la moitié des ménages ont un revenu moyen estimé d'être inférieur à 10 000 XAF a été rapportés sur 6 axes évalués. Comme l'agriculture est la source principale rapportée de revenus des ménages, les difficultés rapportées dans la pratique de l'agriculture réduisent leur revenu. Au moins quelques ménages ont été rapportés de faire travailler les enfants pour supplémenter leur revenu, suggérant que ces ménages pourraient avoir besoin des interventions pour aider aux ménages de développer d'autres sources de revenu.

### % de localités évaluées où le revenu moyen estimé de la majorité des ménages serait inférieur à 10 000 XAF<sup>12</sup> :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)



Des difficultés d'ordre logistique et / ou sécuritaire pour accéder au marché fonctionnel le plus proche ont été rapportées dans **32%** des cas.

### Principales sources de revenu des ménages :

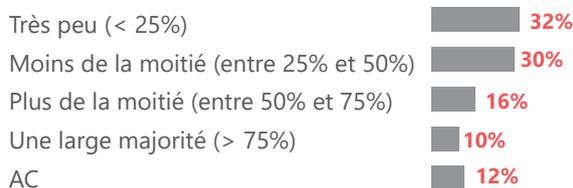
(selon les IC ; en % de localités évaluées)

	1ère	2ème	3ème
Agriculture / maraîchage	95%	5%	0%
Pêche / chasse / cueillette	3%	58%	20%
Aucune / Pas de source de revenu	0%	2%	15%
Élevage	0%	11%	6%
Aucun consensus	1%	11%	17%

Parmi les **92%** de localités évaluées dans lesquelles il a été rapporté que des habitants possédaient du **bétail**, il s'agissait de **petit bétail** (caprins, porcins, volailles etc.) dans **98%** de cas.

### Proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)



### Accès à un marché fonctionnel pour la majorité de la population :

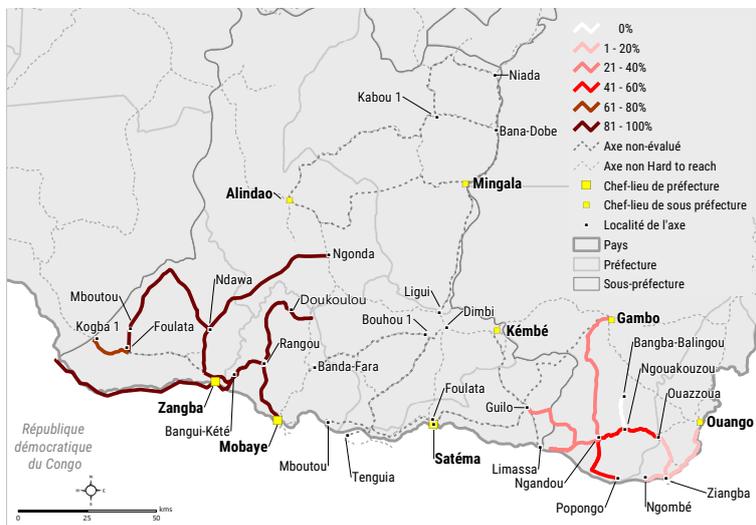
(selon les IC ; en % de localités évaluées)



## NUTRITION

Les résultats indiquent que la population est à risque de malnutrition. La présence de personnes de plus de 5 ans qui présentent des symptômes de malnutrition a été indiquée dans plus de moitié de localités évaluées de 8 sur 15 axes évalués. Il a été rapporté qu'au moins un enfant de moins de 5 ans présentait des symptômes de malnutrition dans presque toutes les localités évaluées (98%). La population semble de ne pas avoir accès aux services de nutrition fonctionnels dans presque la moitié de localités évaluées (43%). Donc, des interventions pour renforcer ces services sembleraient être utiles pour la population de réduire le risque de maladies associées avec la malnutrition.

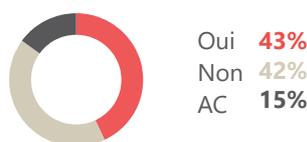
### % de localités où au moins une personne de plus de 5 ans présenterait des symptômes de malnutrition<sup>13</sup> : (selon les IC)



### Présence rapportée d'au moins un enfant de moins de 5 ans présentant des symptômes de malnutrition<sup>13</sup> : (en % de localités évaluées)



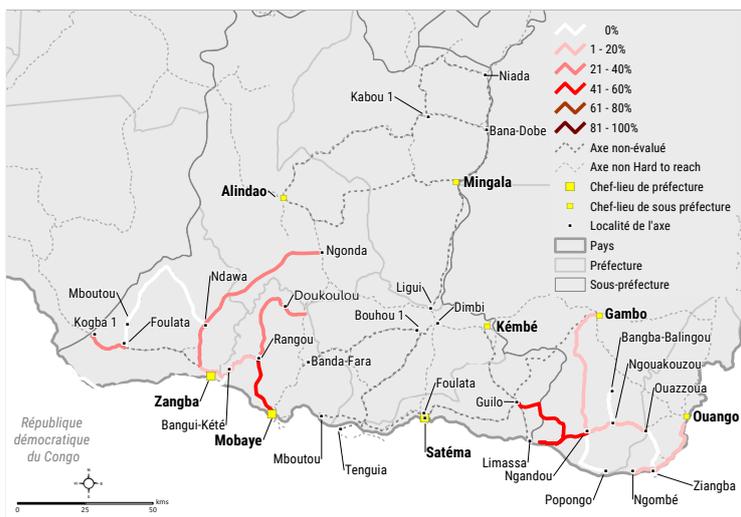
### Accès rapporté à des services de nutrition fonctionnels pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



## SANTÉ

Les informateurs clés ont rapporté qu'un centre de santé au moins d'une heure de transport existe dans la majorité de localités évaluées (70%). Néanmoins, la population est confrontée aux nombreuses difficultés pour y accéder. Les barrières les plus rapportées incluent la distance, notamment autour les axes de Gambo, Ouango et Zangba, et les médicaments indisponibles. Donc, des interventions sanitaires ciblant ces axes et apportant des médicaments pourraient améliorer la qualité de santé de la population.

### % de localités où la distance aux services de santé serait plus d'une heure pour la majorité de la population : (selon les IC)



Pour 51% de localités évaluées, le type de structure sanitaire dans laquelle la majorité de la population est allée se faire soigner était un « centre de santé » et dans 28% des cas un « poste de santé ».

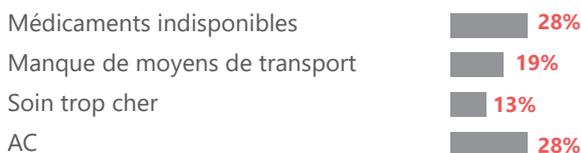
### Présence d'un centre de santé à moins d'une heure de marche ou de transport le plus commun : (en % de localités évaluées)



### Principaux problèmes de santé rapportés : (en % de localités évaluées)

	Enfants < 5 ans	Plus de 5 ans
Malnutrition	28%	Réponse non-proposée
Paludisme / fièvre	26%	36%
Diarrhée	17%	30%
Infection respiratoire / toux	6%	7%
Aucun consensus	21%	22%

### Principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de santé pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées ; les 4 réponses les plus fréquentes)



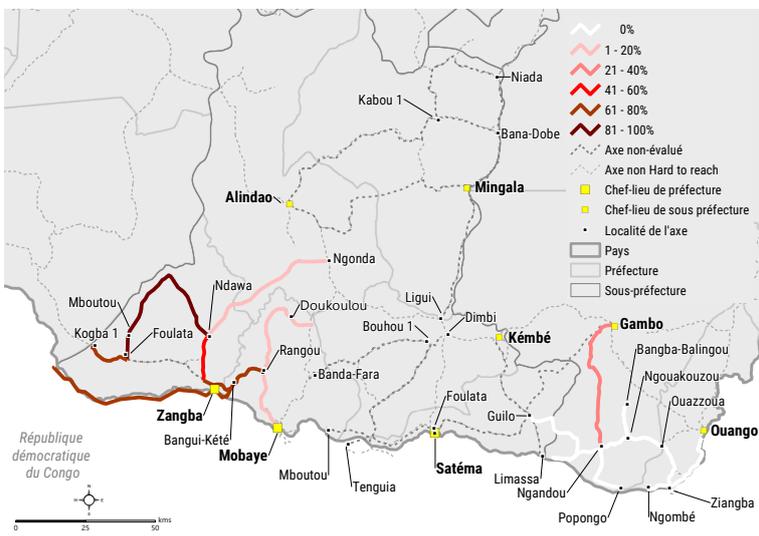


Les types d'abris les plus rapportés pour les déplacés sont les habitats à long terme en paille et les abris d'urgence en paille ou en bâche. Les PDI en site vivent plutôt dans les abris d'urgence.<sup>14</sup> La plus grande présence de déplacés vivant dans des abris inadéquats a été rapportée sur les axes autour de Mboutou, Ndawa et de Zangba. Cela suggère que la population déplacée pourrait bénéficier de la construction des abris ciblant ces axes.

**% de localités où la majorité de la population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) vivrait dans des abris inadéquats (bâiments collectifs, abris d'urgence, tentes, sans abris)<sup>10</sup> :** (selon les IC)

**Type d'abris habité par la majorité des groupes de population :**

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 5 réponses les plus fréquentes)



	Population locale	Population déplacée <sup>10</sup>
Habitat à long terme en paille	92%	76%
Maison en semi-dur	2%	1%
Abri d'urgence en paille	1%	17%
Abri d'urgence en bâche	0%	2%
Aucun consensus	5%	5%

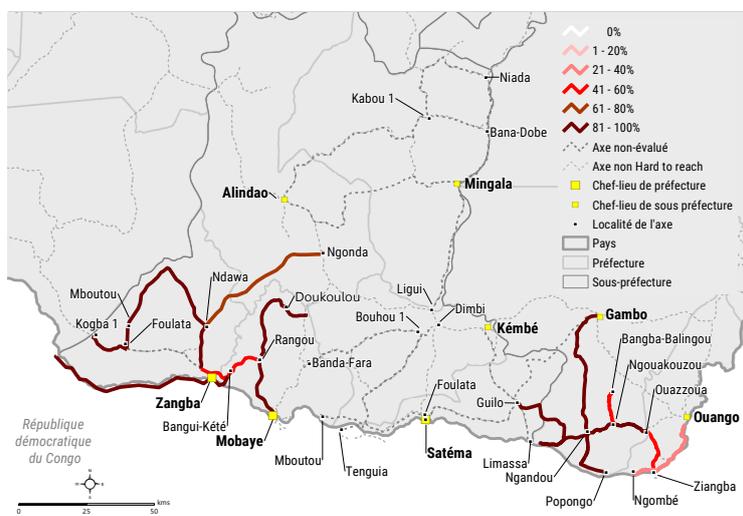
**EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT (EHA)**

L'accès à l'eau potable et aux installations hygiéniques semblerait être un défi pour la population. Spécifiquement, l'utilisation des sources principales d'eau non-améliorées dans toutes les localités évaluées a été rapportée sur presque la moitié des axes évalués (7 de 15). D'ailleurs, la mauvaise qualité de l'eau a été la difficulté la plus rapportée concernant l'accès à l'eau dans la majorité de localités évaluées (67%). En outre, les informateurs clés ont constaté la pratique de la défécation à l'air libre par la majorité de la population dans la majorité de localités évaluées (59%). Ces résultats indiquent que la population de cette zone est à risque de maladies d'origine hydrique. Donc, l'EHA semble être un des secteurs où une aide, surtout visant la construction des points d'eau potable et des installations hygiéniques, pourrait être utile.

**% de localités évaluées où la source principale d'eau potable de la majorité de la population serait une source non protégée et/ou non améliorée<sup>15</sup> :** (selon les IC)

**Principales difficultés rapportées pour accéder aux ressources d'eau pour la majorité de la population :**

(en % de localités évaluées ; les 3 réponses les plus fréquentes)



Mauvaise qualité de l'eau	67%
Sources insuffisantes et / ou attente trop longue	13%
AC	12%

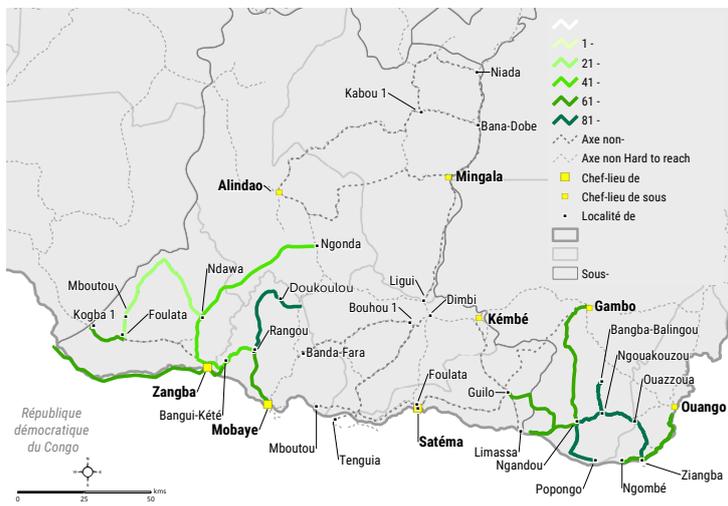
**Pratique rapportée de la défécation à l'air libre par la majorité de la population :** (en % de localités évaluées)



## ÉDUCATION

La présence d'écoles fonctionnelles a été rapportée sur tous les axes évalués. Malgré cela, il existe des barrières d'accès à l'éducation pour les enfants. Les barrières les plus rapportées étaient la distance et le manque de moyens financiers pour payer les frais scolaires. Des risques sécuritaires en route à l'école ont été aussi rapporté, indiquant que des interventions de protection de l'enfance pourraient améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants. En outre, les résultats indiquent que les garçons fréquentent l'école plus que les filles. Il a été rapporté que plus de la moitié des garçons fréquentent l'école dans la majorité de localités évaluées (78%), pendant que plus de la moitié des filles fréquentent l'école dans 48% de localités évaluées. Étant donné ces chiffres, il semblerait que les interventions en éducation, ciblant les filles, pourraient réduire l'écart de fréquentation entre les garçons et les filles.

### % de localités évaluées où la majorité de la population a accès à des services d'éducation fonctionnels : (selon les IC)



### Fréquentation régulière (au moins 4 jours par semaine) d'une école formelle<sup>16</sup> par les enfants entre les âges de 5 à 12 ans : (% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 94 localités concernées)

	Garçons	Filles
Très peu (< 25%)	0%	5%
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	8%	21%
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	53%	35%
Une large majorité (> 75%)	25%	13%
AC	14%	26%

### Principale difficulté rapportée pour les enfants d'accéder à une éducation formelle<sup>16</sup> et régulière :

(% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 94 localités concernées ; les 5 réponses les plus fréquentes)

	Garçons	Filles
Ecoles fonctionnelles trop éloignées	27%	8%
Frais scolaires trop chers	16%	20%
Risques sécuritaires pour accéder à l'école	7%	7%
Manque de personnel et d'enseignants qualifiés	4%	9%
AC	24%	28%

## REDEVABILITÉ, COMMUNICATION

Les informateurs clés ont constaté que la plupart des localités (84%) n'ont pas reçu une aide humanitaire dans les 12 derniers mois avant la collecte, probablement lié à l'insécurité et au manque d'infrastructure, y compris le manque du réseau radiophonique et téléphonique rapporté dans la zone.<sup>17</sup> Tous ces facteurs limitent la présence de humanitaires, empêchant leur capacité de renforcer l'accès réduit aux services de base pour la population.

### Assistance humanitaire reçue et rapportée au cours des 12 derniers mois : (en % de localités évaluées ; au cours des 12 mois précédant la collecte de données)

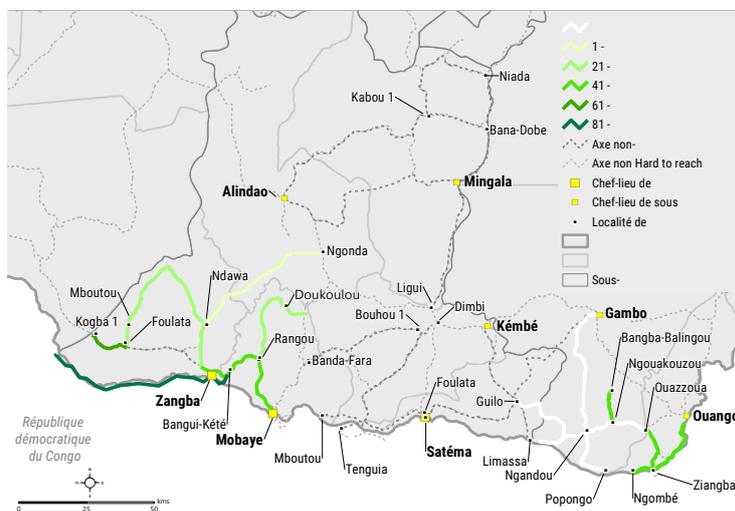


Parmi les 7 localités où une aide humanitaire a été rapportée au cours des 12 derniers mois, cette aide a été rapportée comme suffisante en termes de qualité et de quantité pour 57% de ces localités et insuffisante en termes de quantité pour 29% de ces localités.

### Accès rapporté à une radio et / ou à des émissions radiophoniques pour la majorité de la population : (en % de localités évaluées)



### Couverture (en continu ou par intermittence) par un réseau téléphonique : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



## MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée (Zone de connaissance / Area of Knowledge) a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des zones i) inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés.

En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques du déplacement des populations, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données ont été collectées directement par les équipes REACH à travers d'entretiens, sur la base d'un questionnaire multisectoriel, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées.<sup>18</sup>

Lors de l'analyse des données, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées, puis analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes de ce document. Ces données sont rapportées par axe sur toutes les cartes, tandis que leur moyen arithmétique à l'échelle de la macro-zone est représenté dans les différents tableaux et graphiques.

L'agrégation par localité de plusieurs données a été réalisée selon des critères de pondération préétablis.<sup>19</sup> Des seuils minimaux (en pourcentage) de localités à évaluer pour chaque axe ont été établis, sur la base du nombre total de localités connues situées le long de l'axe.<sup>20</sup> Les axes pour lesquels les seuils minimaux préétablis n'ont pas été atteints n'ont pas été intégrés dans l'analyse et sont indiqués sur les cartes comme "couverture non-atteinte".

## COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Code axe	Nom de l'axe <sup>21</sup>	# localités sur l'axe	# localités évaluées	% localités évaluées	Couverture atteinte <sup>20</sup>
5_14	Ouazzoua - Ziangba (via Bobo)	13	6	46%	Oui
5_15	Ouango - Ngombe	24	17	71%	Oui
5_17	Gambo - Ngandou	10	3	30%	Non
5_18	Ngandou - Guilo	19	4	21%	Oui
5_19	Ngandou - Popongo	16	13	81%	Oui
5_20	Ngandou - Ouazzoua	10	7	70%	Oui
5_21	Ngouakouzou - Bangba-Balingou	4	3	75%	Oui
5_22	Satema - Tengua	20	0	0%	Non
5_23	Satema - Guilo	23	0	0%	Non
5_24	Guilo - Kembe	15	0	0%	Non
5_25	Guilo - Gambo (via Lakoundji)	6	2	33%	Non
5_27	Guilo - Limassa	4	0	0%	Non
5_28	Dimbi - Mboutou	37	21	57%	Oui
5_29	Bouhou 1 - Banda-Fara	33	18	55%	Oui
5_32	Doukoulou - Ngale-Croisement	44	1	2%	Non
5_33	Ngale-Croisement - Kete-bangui	33	4	12%	Oui
5_34	Ndawa - Ngonda	60	19	32%	Oui
5_35	Ndawa - Kete-bangui	21	1	5%	Non
5_37	Kete-bangui - Foulata	38	0	0%	Non
5_38	Ndawa - Foulata	39	1	3%	Non
5_39	Alindao - Mbo-Poulobou (via tagbale)	16	9	56%	Oui
5_40	Alindao - Kabou 1 (axe Seliba)	61	35	57%	Oui
5_41	Mbo-Poulobou - Mingala	15	10	67%	Oui
5_42	Kabou 1 - Bana-Dobe	4	1	25%	Non
5_43	Kabou 1 - Niada (via Dalakera 2)	40	6	15%	Oui
5_44	Mingala - Niada	33	4	12%	Oui
5_46	Mingala - Ligui	32	12	38%	Oui
5_47	Zone frontalière Zangba - RDC	25	0	0%	Non
5_48	Foulata - Kogba 1	23	0	0%	Non
5_57	Mobaye - Rangou	23	2	9%	Non

## À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

## NOTES DE FIN

1. Les seuils de couverture a été prédéfinis de la manière suivante : De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
2. [International Crisis Group, Réduire les tensions électorales en République centrafricaine \(10 décembre 2020\).](#)
3. [OCHA, Aperçu des besoins humanitaires \(HNO\) - République centrafricaine, pp. 34, 39-40, 62 \(Novembre 2022\).](#)
4. [Organisation Internationale pour les Migrations \(OIM\), République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 14. \(February 27, 2023\).](#)
5. HNO, pp. 72-73
6. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails de la méthodologie et des axes et des macro-zones ciblés par le projet.
7. OIM, République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 7.
8. Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.
9. HNO, pp. 34, 39.
10. Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée.
11. HNO, p. 4.
12. 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (Source: InforEuro. Date : janvier 2023).
13. Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution.
14. OIM, République centrafricaine : Matrice de Suivi des Déplacements Décembre 2022, p. 13.
15. Source non-protégée et / ou non-améliorée : eaux de surface (eau de rivière, de pluie, de lac, etc.), source d'eau non-aménagée et puits non-protégé (Source : [Programme commun de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance \(UNICEF\) de surveillance de l'approvisionnement en EHA \(JMP\)](#)).
16. « L'enseignement formel est un enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié au travers d'organismes publics et d'entités privées reconnues qui ensemble constituent le système éducatif formel d'un pays. Les programmes d'enseignement formel sont donc reconnus en tant que tels par les autorités nationales compétentes pour l'éducation ou des autorités équivalentes, c'est-à-dire toute autre institution en coopération avec les autorités nationales ou infranationales compétentes pour l'éducation. » (Source : [Institut de statistique de l'UNESCO, Classification internationale type de l'éducation, CITE, 2011](#)).
17. HNO, pp. 34, 39, 72-73.
18. Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone ; les personnes déplacées originaires de la localité ; les commerçants / voyageurs / conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité ; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible / joignable par téléphone ; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.
19. Critères basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus" ou "AC".
20. Nombre total de localités sur les axes selon la base de données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, disponible sur Humanitarian Data Exchange (HDX) et la vérification in situ des chargés de terrain REACH. De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.
21. Les localités indiquées en rouge ne sont pas intégrées et analysées sur l'axe concerné, ces localités n'étant pas considérées comme difficiles d'accès ou étant prises en compte dans l'analyse d'un autre axe. Veuillez vous référer aux [Termes de référence](#) pour les détails des axes et des macro-zones ciblés par le projet.